

Droit Administratif

44^e année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Paris-XII

N° 4 - AVRIL 2005

Alertes 8 et 9

Études 6 et 7

Commentaires 46 à 60

Pratiques 4



Urbanisme

6 Les effets du certificat d'urbanisme : stabilité d'une illusion

Étude par Dominique LARRALDE,
Notaire (p. 6)

Le caractère simplement informatif du certificat d'urbanisme lui confère une faible portée opérationnelle. Ne constituant pas une pré-autorisation d'occuper le sol, il ne peut conférer des droits acquis très étendus. Est-il possible d'en réformer le régime de telle sorte qu'il assure une totale sécurité juridique à son détenteur ?

Exécution des jugements

7 Dix ans après : à quoi a servi la loi du 8 février 1995 ?

Étude par Christopher CHARLES,
Docteur en droit (p. 10)

Activités administratives

9 Chronique de droit administratif transnational

Par Mathias AUDIT,
Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise (p. 4)

Notamment ce mois-ci

Commentaires

► 48 Enseignement public

Illicéité de l'intégration des écoles Diwan dans l'Éducation nationale (p. 17)

par Antony TAILLEFAIT,
Maître de conférences à l'Université d'Angers

► 49 Étrangers

L'obligation de fournir un inter-prète au demandeur d'asile (p. 19)

par Vincent TCHEN,
Maître de conférences à l'Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines

► 52 Contentieux

Voie de fait dans le cas d'un acte entaché d'irrégularité grossière (p. 22)

par Martine LOMBARD

► 53 Contentieux

Le Conseil d'État régulateur de l'ordre juridictionnel administratif (p. 23)

par Martine LOMBARD

► 57 Régulations

La régulation *ex ante* comme moyen de faire émerger la concurrence (p. 26)

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

► 58 Régulations

L'intervention de la CRE au titre de sa mission de règlement des différends (p. 29)

par Marc SÉNAC DE MONSEMBERNARD,
Avocat à la Cour

► 59 Urbanisme commercial

Demande d'autorisation : l'indication des flux de circulation (p. 31)

par Pierre MASQUART,
Avocat à la Cour

Pratiques

- 4 Le droit communautaire des marchés publics autorise la cession des contrats (p. 33)
par Paul LIGNIÈRES

Sommaire

REPÈRE (page 3)

- L'ouverture européenne de la fonction publique.....n° 4

ALERTES (page 4)n° 8 et 9

ÉTUDES (page 7)

- Les effets du certificat d'urbanisme : stabilité d'une illusionn° 6
- Dix ans après : à quoi a servi la loi du 8 février 1995 ?n° 7

COMMENTAIRES

CONTRATS (page 16)

- **Délégations de service public**
L'application des règles de limitation de la durée des délégations aux contrats antérieurs à la loi du 2 février 1995n° 46
- **Marchés**

Le champ d'application organique des directives communautairesn° 47

ENSEIGNEMENT (page 17)

- **Enseignement public**
Illécitité de l'intégration des écoles « Diwan » dans le service public de l'Éducation nationale - **Antony Taillefait**.....n° 48

ÉTRANGERS (page 19)

- **Réfugiés**
L'obligation de mettre un interprète à la disposition du demandeur d'asile - **Vincent Tchen**n° 49

FONCTION PUBLIQUE (page 21)

- **Règles générales**
Le principe d'égalité peut traverser la frontière entre les corps ou cadres d'emploisn° 50

HIÉRARCHIE DES NORMES (page 22)

- **Traités**
Autorité des traités et charte des droits fondamentaux.....n° 51

PROCÉDURE (page 22)

- **Compétence**
Voie de fait dans le cas d'un acte entaché d'une irrégularité grossière - **Martine Lombard**.....n° 52
- **Compétence**
Le Conseil d'État régulateur de l'ordre juridictionnel administratif - **Martine Lombard**n° 53
- **Jugements**
Renvoi du juge d'appel : l'affaire peut être rejugée par les mêmes jugesn° 54
- **Jugements**
Une validation législative jugée inconstitutionnellen° 55

RESPONSABILITÉ (page 26)

- **Responsabilité en matière d'action sociale**
Responsabilité sans faute du fait des dommages causés par les mineurs placés au titre de l'assistance éducativen° 56

SERVICES PUBLICS ET RÉGULATION (page 26)

- **Télécommunications**
La régulation *ex ante* comme moyen de faire émerger la concurrence - **Michel Bazex et Sophie Blazy**.....n° 57
- **Énergie**
L'intervention de la CRE au titre de sa mission de règlement des différends - **Marc Sénac de Monsebernard**n° 58

URBANISME (page 31)

- **Permis de construire**
Dépassement du plafond légal de densité : quid en cas de transfert du permis ?n° 59
- **Urbanisme commercial**
Demande d'autorisation : l'indication des flux de circulation - **Pierre Masquart**n° 60

PRATIQUES (page 33)

- Le droit communautaire des marchés publics autorise la cession des contratsn° 4

La rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet.

Index

Compétence administrative ou judiciaire

Voie de faitcomm. 52

Compétence au sein de la juridiction administrative

Conseil d'Étatcomm. 53

Délégation de service public

Duréecomm. 46

Droit administratif

Droit administratif transnationalalerte 10

Enseignement

Service publiccomm. 48

Environnement

Charte de l'environnementalerte 8

Étrangers

Réfugiéscomm. 49

Fonction publique

Égalitécomm. 50

Hiérarchie des normes

Traitéscomm. 51

Marché public

Concessionprat. 4

Droit communautairecomm. 47

Procédure

Appelcomm. 54

Exécution des jugementsétude 7

Jugementcomm. 55

Régulations

Énergiecomm. 58

Télécommunicationscomm. 57

Responsabilité

Action socialecomm. 56

Urbanisme

Autorisations d'urbanismealerte 9

Certificat d'urbanismeétude 6

Permis de construirecomm. 59

Urbanisme commercialcomm. 60